

Questions sur l'abandon de l'euro.



Daniel Fédou, le 14 juillet 2014

Pourquoi faudrait-il que la France abandonne l'euro ?

Les problèmes de notre pays proviennent avant tout de la perte de compétitivité de nos entreprises soumises à la concurrence internationale. Nous expliquons cela depuis plus de 20 ans. Nos élites politico-administratives paraissent commencer à le comprendre : tant mieux. Mais ce n'est qu'un début, comme le montre le contenu du CICE [1]. A ce jour, elles ont accumulé tellement de mesures qui allaient dans le mauvais sens que je ne vois plus d'autre solution désormais que de quitter l'euro.

Il faudrait donc revenir au franc ?

Non. Revenir au franc obligerait à recalculer tous les prix et de ce fait compliquerait inutilement notre vie quotidienne. En revanche, adopter un euro français permettrait de retrouver notre indépendance monétaire tout en évitant ces problèmes pratiques. Il y a le dollar américain, le dollar canadien, le dollar australien..., il y aurait l'euro français.

Pourquoi quitter l'euro nous permettrait-il de retrouver notre compétitivité internationale ?

Parce que la valeur de la monnaie d'un pays, lorsqu'elle ne fait pas l'objet de manipulations, s'adapte automatiquement à la compétitivité des entreprises du pays. Si ses habitants achètent trop à l'étranger, ou si ses entreprises n'exportent pas assez, la monnaie perd de sa valeur, ce qui rend les produits étrangers plus chers et les produits à exporter moins chers. Ainsi, avoir sa propre monnaie permet de maintenir de manière automatique, et largement indolore, la compétitivité des entreprises.

Mais l'euro ne peut pas être la cause de nos problèmes, puisque l'Allemagne, qui l'a elle-aussi adopté, se porte bien !

[1] Cf. l'article : <http://entrepriseemplois.fr/Textes/article35.html>

J'ai entendu des dizaines de fois ce raisonnement, qui n'a aucun sens. Vous viendrait-il à l'idée de dire qu'un costume qui va très bien à votre voisin vous irait tout aussi bien, si votre voisin mesure 15 cm de plus que vous et pèse 15 kilos de moins ? Ce n'est pas parce que l'euro convient à l'Allemagne qu'il convient à la France.

L'euro est très favorable à l'Allemagne, car il est sous-évalué pour elle, et très pénalisant pour nous, car il est beaucoup trop fort pour nos performances à l'exportation. Le grand excédent commercial allemand et le lourd déficit français en apportent une démonstration irréfutable.

Aurait-on pu éviter l'échec que l'on constate aujourd'hui ?

Sans doute. Mais il aurait fallu que notre élite politico-administrative comprenne ce qu'implique l'adoption d'une monnaie commune.

A l'époque, elle vivait dans l'illusion que l'euro nous permettrait de ne plus nous préoccuper de notre balance commerciale extérieure, à l'instar des USA. Elle a donc fait exactement le contraire de ce qu'il aurait fallu. Par exemple les 35 heures : alors que le chômage augmentait parce que notre compétitivité s'émoissait, elle n'a rien trouvé de mieux que de pénaliser encore plus nos exportateurs en réduisant la durée du travail sans toucher aux salaires.

Aujourd'hui, elle prend progressivement conscience des réalités, mais d'une manière encore confuse. Elle continue donc à prendre des mesures inadaptées à la situation.

Ne suffirait-il pas maintenant que l'euro soit moins fort pour résoudre nos problèmes ?

En effet. Mais l'euro est à sa juste valeur, celle qui permet d'équilibrer les échanges de l'ensemble des pays de la zone euro avec le reste du monde. Il est donc faux de dire que l'euro est trop fort. Ce qui est vrai, c'est qu'il est trop fort pour la France.

Symétriquement, il est trop faible pour les Allemands. Et ils n'ont aucune raison d'accepter de réduire leur pouvoir d'achat pour nous faire plaisir. Demander un euro plus faible n'a donc aucune chance d'aboutir [2]. C'est une forme d'incantation qui nous détourne des seules solutions à notre disposition.

Tout le monde dit qu'abandonner l'euro nous coûterait très cher.

C'est tout le contraire. Il faut bien comprendre que l'abandon de l'euro est une des réponses possibles à un impératif : celui de retrouver l'équilibre de nos échanges avec les pays étrangers. C'est leur déséquilibre qui est la cause fondamentale de nos difficultés. On a pu masquer le problème pendant des années en augmentant notre endettement, autrement dit en faisant de la croissance à crédit. Mais on ne peut plus continuer. C'est pourquoi retrouver l'équilibre de nos échanges extérieurs est désormais impératif.

Il s'agit donc de savoir quel est le moyen qui nous permettra d'y parvenir au plus vite et au moindre coût pour les Français. Si nous préconisons d'abandonner l'euro, ce n'est pas pour des raisons politiques ou d'attachement philosophique à l'indépendance nationale. C'est parce que c'est le meilleur moyen.

[2] La Banque Centrale Européenne ne peut quasiment rien faire en la matière, a fortiori sans l'accord de l'Allemagne.

Pourquoi ?

Retrouver l'équilibre extérieur en conservant l'euro va nous coûter très cher. Pour en évaluer le prix, il faut regarder ce qu'on a demandé aux Espagnols, aux Portugais ou aux Grecs.

Les premières mesures qui sont prises actuellement en France - la hausse des impôts, le blocage des salaires des fonctionnaires, la baisse des investissements publics et des prestations sociales ... - coûtent déjà cher aux Français. Et elles ne suffiront absolument pas, car elles n'auront que des résultats insignifiants sur nos échanges avec l'étranger.

Mais ces mesures sont prises pour redresser nos finances publiques, pas pour redresser la balance commerciale...

C'est la même chose! Nous avons montré que l'un est la cause de l'autre [3]. Le déséquilibre de la balance commerciale se traduit inévitablement par un endettement croissant des agents économiques du pays. Aux USA, en Espagne, ce sont les ménages qui s'étaient endettés et cela a provoqué la crise des subprimes. En France, c'est l'Etat qui s'est endetté. Il doit désormais s'arrêter.

C'est pourquoi, pour réduire notre dette publique, il faut commencer par retrouver l'équilibre extérieur, et le meilleur moyen d'y parvenir est de retrouver notre compétitivité perdue. La méthode suivie actuellement, qui vise à restaurer l'équilibre extérieur en réduisant la croissance et l'emploi pour freiner les importations, est d'un coût considérable pour la nation.

Quel est le coût à court terme d'un abandon de l'euro ?

Il est très largement surestimé par les commentateurs. Ils laissent croire qu'une dévaluation de 15% [4] de notre monnaie par rapport à l'euro entraînerait une baisse de 15% du pouvoir d'achat des Français. Mais c'est totalement faux. Dans le pire des cas, on aurait une baisse de 2% à court terme.

Cette baisse disparaîtra progressivement puis deviendra un gain de pouvoir d'achat au fur et à mesure que les exportations redémarreront et que le chômage diminuera. Il ne faut pas oublier en effet que le pire gaspillage que connaît notre pays aujourd'hui est constitué par ces millions de Français qui ne travaillent pas et pourraient contribuer à produire la richesse nationale.

Comment arrivez-vous à ce chiffre de 2% ?

D'abord parce que nos importations ne représentent que le quart de notre consommation. Or seuls les prix de ces dernières sont touchés par une dévaluation. L'incidence directe ne serait donc pas de 15%, mais du quart, soit 3,75%. Ce chiffre doit d'ailleurs être considéré comme un maximum, car les producteurs étrangers seraient amenés dans un bon nombre de cas à baisser leurs prix vers la France, pour essayer d'y conserver leurs parts de marchés.

[3] Dans le document : <http://entrepriseemplois.fr/Textes/articleCC2.html>

[4] C'est sans doute autour de cette valeur que l'industrie française pourrait retrouver sa compétitivité perdue par rapport à l'industrie allemande.

Par ailleurs, ce mode de calcul suppose que notre monnaie dévaluerait de 15% par rapport à toutes les autres. Or ce n'est pas ce qui se passerait. Les pays qui garderaient l'euro devendraient fortement excédentaires à cause du départ de la France, si bien que l'euro s'apprécierait par rapport aux autres monnaies, en particulier le dollar, le yen et beaucoup d'autres. De ce fait, l'euro français dévaluerait nettement moins que de 15% par rapport à ces autres monnaies. En outre, il est plus que probable que des pays comme l'Italie ou l'Espagne suivraient l'exemple de la France, si bien que l'euro français ne dévaluerait pas du tout par rapport aux monnaies de l'Europe du sud.

Ne relancerait-on pas alors la guerre des monnaies ?

Voilà encore une objection dépourvue de fondement. Les pays occidentaux n'ont aucun intérêt à dévaluer leur monnaie au-delà de ce qui est nécessaire pour équilibrer leur balance extérieure. Car cela diminuerait le pouvoir d'achat de leurs habitants sans aucun avantage réel.

Laisser les monnaies adopter les parités qui équilibrent les échanges extérieurs ne constitue en rien une guerre des monnaies. C'est au contraire le moyen de se mettre à l'abri des manipulations monétaires, en laissant fonctionner les mécanismes de marché.

La période pendant laquelle les changes ont fonctionné ainsi a été une période de prospérité. Depuis que l'euro a bloqué les parités monétaires des pays de la zone, la situation s'est dégradée pour eux. Il est à cet égard particulièrement curieux de voir des hommes qui louent sans cesse les mécanismes des marchés utiliser tous les sophismes possibles pour essayer de justifier pourquoi il faudrait bloquer ces mécanismes lorsqu'il s'agit des monnaies nationales.

Nos exportations, qui contiennent une part importante de produits importés, ne seraient-elles pas pénalisées par une dévaluation?

Voilà une ânerie monumentale. Nos produits exportés contiennent en effet une part, parfois importante, de produits importés. Mais une dévaluation ne peut en aucun cas alourdir le prix d'une exportation.

Prenons un exemple simple, celui d'un avion entièrement fabriqué en France mais équipé de moteurs américains, qui représentent le tiers du prix de revient total. En dollars, les moteurs coûtent 100, l'avion est vendu 300. Après une dévaluation de 15%, les moteurs coûteront en effet 15% plus cher au constructeur français. Mais il pourra exporter son avion au prix de 270, soit 15% de moins sur les 200 de part française. Il pourra donc en vendre davantage.

L'effet de la dévaluation est moins important qu'espéré car il ne porte que sur la part française. Mais il reste positif en toute circonstance.

Il reste qu'une dévaluation alourdit le poids de la dette à rembourser, d'autant plus que celle-ci est détenue en grande partie par des étrangers.

A quoi sert-il de contenir sa dette si l'on ne peut pas la rembourser? Il vaut évidemment mieux accepter de l'augmenter un peu si cela permet de redevenir capable de la rembourser. Imaginez un artisan endetté dont la camionnette qui lui est indispensable pour travailler est devenue inutilisable.

Doit-il renoncer à emprunter pour en acheter une autre, et se condamner ainsi à ne plus travailler, ou accroître son endettement pour pouvoir continuer à travailler ?

Pour que la France puisse rembourser ses dettes, il faut qu'elle se donne les moyens d'exporter davantage.

Ajoutons que l'on surestime fortement l'augmentation de la dette qui résulterait d'une dévaluation de notre monnaie. Certes, celle-ci est détenue aujourd'hui en majorité par des étrangers. Mais dans un grand nombre de cas, ce sont des organismes financiers qui ont des filiales françaises. En cas de menace d'une dévaluation de l'euro français, ces organismes s'empresseront de transférer les prêts à leurs filiales françaises, pour ne pas risquer de subir des pertes de change. Du jour au lendemain, cette dette détenue par des étrangers sera détenue par des entreprises françaises.

Quant aux autres prêteurs étrangers, ils savent que prêter comporte des risques, et les taux d'intérêt sont là pour les couvrir.

Mais ils ne nous prêteront plus !

Vous oubliez que les détenteurs de capitaux doivent trouver des emprunteurs pour gagner de l'argent. Regardez la situation actuelle : la France emprunte à des taux très bas alors que, faute de croissance, elle est incapable de rembourser.

Qu'elle retrouve sa capacité de rembourser, et elle continuera de trouver des prêteurs. D'autant qu'elle dispose d'une épargne nationale très forte et qui suffirait.

La seule vraie question concerne les taux d'intérêt, qui augmenteraient certainement. Mais il vaut mieux emprunter à 3% avec une croissance de 2%, qu'à 1% avec une croissance nulle.

Si la France renonçait à l'euro, ne porterait-elle pas un coup fatal à la construction européenne ?

C'est au contraire parce que l'on s'obstine à vouloir sauver l'euro que la construction européenne est en train de se déliter. Les réticences à l'égard de l'Union européenne se répandent dans tous les pays : les résultats des dernières élections européennes sont éloquentes.

Il est clair que les difficultés économiques d'un certain nombre de pays, et l'aide que ces derniers demandent à ceux qui se portent bien, en sont une des deux causes principales. L'autre réside dans les problèmes que pose la concurrence entre les pays européens sur les rémunérations et les protections sociales. Mais elle est indissociable de l'euro. Car le bon fonctionnement d'une monnaie unique exige la libre circulation des personnes à l'intérieur de la zone. Il faut en effet que les salariés des pays les moins compétitifs puissent trouver un emploi dans ceux qui le sont davantage. Imaginez ce que serait le chômage en France si les Auvergnats n'avaient pas pu aller chercher du travail en région parisienne !

On veut construire l'Europe en singeant le modèle américain ; c'est une grave erreur. Avoir une même monnaie n'est absolument pas nécessaire. L'exemple des pays de l'Union qui n'ont pas adopté l'euro comme le Danemark, la Suède ou le Royaume-Uni en apportent la preuve.

[5] Cf. l'article : <http://entrepriseemplois.fr/Textes/article13.html>

Ne peut-on modifier les règles de fonctionnement de l'euro pour le rendre viable et en faire un facteur de prospérité?

Je ne le crois pas. Outre la libre circulation des personnes à l'intérieur de la zone monétaire, une autre condition indispensable au bon fonctionnement d'une monnaie unique [5] est que les pays en excédent extérieur subventionnent les pays en déficit extérieur. Les sommes nécessaires se chiffrent en dizaines de milliards d'euros.

Peut-on imaginer que l'Allemagne nous donne 70 milliards d'euro tous les ans ? Peut-on d'ailleurs souhaiter que la France se mette en position de quémendeur permanent ? Il est irréaliste de penser que l'on pourrait obtenir de telles sommes sans condition.

Nous vivons en partie cette situation aujourd'hui. L'Allemagne accepte de desserrer l'étreinte sur nous, mais nous devons en contrepartie réduire nos dépenses, ce qui affecte des domaines stratégiques, comme le matériel militaire, l'énergie nucléaire, les transports collectifs... domaines dans lesquels nos atouts technologiques et industriels fondent à une vitesse dramatique.

L'harmonisation fiscale et sociale ne permettrait-elle pas d'établir une convergence économique, et d'éviter qu'un pays ne se retrouve en excédent et un autre en déficit ?

Encore une idée absurde. Un marathonien a-t-il la moindre chance de réussir s'il adopte le régime alimentaire d'un champion olympique de lancer de poids ? Ce qui convient à l'un est néfaste pour l'autre.

Nicolas Sarkozy avait commandé une comparaison des règles fiscales et sociales entre la France et l'Allemagne [6]. Il n'y apparaissait aucune différence décisive. En revanche, il est clair que l'industrie allemande des machines-outils profite à plein du développement industriel de la Chine. Et que son industrie automobile, positionnée depuis longtemps dans le haut de gamme, profite de l'essor dans de nombreux pays d'une classe aisée que la mondialisation enrichit. Ce sont les différences de ce type-là qui provoquent la divergence économique de nos deux pays. Aucune intégration européenne ne peut les effacer. Seul un ajustement des parités monétaires pourrait y remédier.

D'ailleurs, la coordination économique entre les pays de la zone euro s'est développée ces dernières années. On voit où elle conduit : faute d'une remise en cause de l'euro, il ne reste qu'à pousser les pays déficitaires à faire des programmes d'austérité, qui certes redressent les balances commerciales en réduisant la consommation, mais qui créent en même temps chômage et récession.

Pourquoi n'entend-on aucun homme politique dans les partis politiques de gouvernement défendre les mêmes positions que vous ?

Tout le monde voit que l'euro est un échec. Qu'au lieu de la prospérité qui nous était annoncée, il en est résulté pour notre pays un déclin durable et qui paraît sans fin.

Mais aucun de nos responsables politiques des partis de gouvernement ne veut le reconnaître, sans doute pour ne pas mettre en lumière l'incompétence dont ils ont fait preuve depuis la création de l'euro.

[6] Cf. l'article : <http://entrepriseemplois.fr/Textes/article21.html>